

Extraits documentaires V30

DT-09 · Pages physiques 25, 33

Ces reproductions donnent accès aux pièces du dossier maître déjà utilisé pour le livre. Leur vocabulaire et leurs couches de travail sont conservés. Le dossier lecteur qui les accompagne précise le scénario retenu et les corrections ultérieures.

Les expressions « validé » ou « verrouillé » du V30 désignent des choix internes au projet, pas une certification indépendante. Les tableaux historiques ne s'additionnent pas entre eux.

La référence éditoriale reste 120,228 Md€ de ressources pour 120,192 Md€ de coûts annuels à maturité. Les choix approuvés dans le livre prévalent sur les variantes antérieures.

Édition documentaire 01 — 27 octobre 2026

FRANCE 2040 — V30 — DOSSIER MAÎTRE CONSOLIDÉ

Consolidation économique, budgétaire et institutionnelle Septembre 2026

Référence économique : architecture France 2040 consolidée, incluant le calibrage du travail, la réforme des retraites et la discipline comptable du dossier maître.

Cette section constitue la référence consolidée. Elle sépare strictement ressources structurelles, coûts permanents, transitions, transferts neutres et effets macroéconomiques. Les effets de croissance, d'emploi ou de consommation ne financent aucune mesure ex ante.

1. Décisions désormais verrouillées

Bloc	Décision consolidée
Référence économique	Architecture économique consolidée
Choc travail privé	92,166 Md€/an à maturité
Répartition du choc travail	44,872 Md€ de gains salariés ; 47,293 Md€ de baisse de coût employeur
Courbe salariale	gains jusqu'à 5 000 € net/mois ; maximum d'environ 450 €/mois vers 3 000 € ; environ 200 €/mois vers 5 000 €
Au-dessus de 5 000 €	pas de hausse obligatoire ; priorité à la baisse du coût employeur
SMIC cible de simulation	2 100 € brut / 1 800 € net avant IR
Temps de travail	40 h 30 hebdomadaires et 6 semaines de congés payés
Revalorisation publique	15,738 Md€/an, calibrée sur la courbe salariale consolidée
Retraites	Coût central à maturité 12,288 Md€/an ; stress défavorable 23,472 ; favorable +6,248
TVA cible	2,1 % santé ; 6 % alimentation/première nécessité ; 6 % énergie et carburants ; 10 % restauration/transports ; 21 % normal
TVA et droit européen	hypothèse de scénario : adaptations/autorisations européennes nécessaires obtenues
Macro	0 € de financement ex ante

2. Coût structurel du coeur de réforme

Coût	Md€/an	Confiance	Traitement
Choc travail privé	92,166	A/B	Calibrage salarial consolidé
Revalorisation publique	15,738	B	microsimulation par versant
Retraite - scénario	12,288	B/C	Provision centrale

D. Repères du scénario central

Ces repères constituent les jalons du scénario adopté. Leur intégration dans les calculs respecte la règle de financement constaté et l'anti-double-compte du dossier maître.

E. Registre anti-double-compte

Élément	Règle
Santé 6,3 Md€ + hôpital 2,285 Md€	Les deux blocs restent distincts conformément à la validation explicite ; aucun retrait unilatéral.
APD	Seuls 2,869 Md€ sont additionnels ; 0,8 Md€ étaient déjà présents.
France Travail	0 € additionnel car inclus dans opérateurs/agences.
Effets macroéconomiques	Toujours séparés des ressources certaines ; pas de financement anticipé.
Cessions d'actifs	Ports, aéroports et EDF exclus de tout programme de cession.
Pistes non verrouillées	Ne sont pas additionnées au compte central.

F. Synthèse

Axe	Avant / situation de départ	France 2040
Travail	Coin fiscal élevé ; net salarié contraint	Baisse ciblée du coût du travail et hausse progressive du net ; déploiement conditionnel
Temps de travail	35 h légales	Abrogation des 35 h ; architecture de temps de travail retenue dans le dossier maître
Retraites	Système centré sur l'âge légal	43 années contributives ; logique contributive et prolongation encouragée
Administration	Multiplicité d'opérateurs et circuits	France Simple, France Prélèvements, rationalisation des opérateurs
Santé	Organisation fragmentée	6,3 Md€ verrouillés + réforme hospitalière Valenciennes distincte
Aides publiques	Empilement de dispositifs	Recentrage ; MaPrimeRénov' supprimée
APD	Périmètre large	Recentrage stratégique ; économie additionnelle 2,869 Md€
Actifs stratégiques	Cessions potentiellement envisagées	Ports, aéroports et EDF protégés de toute cession
Pilotage budgétaire	Décisions souvent ex ante	Déploiement conditionné aux ressources réellement constatées

Statut : dossier maître consolidé. Les blocs validés restent inchangés tant qu'une décision explicite ne les remplace pas.